

INDUSTRIE NATIONALE

Un groupe de travail pour relancer la production

Explorer les meilleurs voix et moyens de relancer la production industrielle nationale, telle est la mission dévolue au groupe de travail mixte constitué de cadres du ministère de l'Industrie, de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et autres experts.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement a présidé, ce jeudi, la cérémonie de son installation. Il précisera davantage la feuille de route de cette structure, qui vient en aval de la dernière réunion tripartite qui a regroupé le Premier ministre, le patron de l'UGTA et les représen-

tants du patronat. Il a spécifié que celle-ci sera «orientée vers la promotion et la dynamisation de la production industrielle nationale, en vue de couvrir le marché algérien et de réduire les importations». Et à Chérif Rahmani de décliner l'agenda de travail de ce groupe fait de rencontres régionales avec les représentants des entreprises industrielles, prélude, dira-t-il, à «un colloque national qui vise la consécration des règles de travail pour la promotion «durable» du secteur industriel». Autant de haltes de concertations qui permettront aux membres de cette instance qui aura des appendices locaux à travers les différentes régions du pays, de cerner au mieux, les contraintes qui entravent la production industrielle aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des unités économiques. Des aléas

d'ordre, notamment, organique comme ceux liés à l'inadaptation des équipements et à la mauvaise gestion ainsi que le climat d'affaires sous ses aspects matériel et administratif», comme s'y apesentira le ministre. Ainsi, les revendications et les perceptions aussi bien des travailleurs que des patrons d'entreprises seront répertoriées et compilées dans une plateforme. Pour Mustapha Mékideche, expert au sein de cette structure, ces rencontres visent à aboutir à une «vision pragmatique» reposant sur une approche locale et régionale, et à tenter d'élaborer une feuille de route dont les résultats seront plus efficaces que par le passé». L'expert en économie insistera, en outre, sur «l'impact du soutien économique apporté aux autorités publiques, lâchant sa conviction selon

laquelle il n'y aurait, « de développement du secteur de l'industrie sans l'aide publique, car celle-ci a un rôle important à jouer, particulièrement dans les secteurs stratégiques». Pour le troisième partenaire de ce groupe de travail, l'UGTA en l'occurrence, la création de ce groupe intervient dans le sillage d'une série de revendications formulées par la centrale syndicale visant à approfondir la concertation autour de la croissance de l'économie productive. Son représentant, Omar Takjoute, précisera l'objectif primordial de la Centrale syndicale à travers sa participation à cet organe, à savoir la «sauvegarde des postes de travail actuels et d'œuvrer au développement de l'entreprise et à la création de nouveaux postes d'emploi».

M. K.

L'ALGÉRIE NE COMPTE PAS LES EXPULSER

25 000 réfugiés séjournent en Algérie

Crise sécuritaire au Sahel oblige, l'Algérie reçoit de plus en plus de réfugiés. Ils sont 25 000 à y séjourner. L'Algérie ne compte pas les expulser et prend des dispositions pour leur prise en charge.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Une réunion des ministères de l'Intérieur et de la défense pour prendre les dispositions nécessaires à la sécurisation des lieux de regroupement des réfugiés est prévue dans les prochains jours. L'Algérie ne compte nullement refouler les réfugiés qui fuient des zones de grande tension pour «des raisons humanitaires et du fait des situations de conflit ou de guerre que vivent leurs pays d'origine», a répondu

Ould Kablia au député l'interpellant au sujet de l'immigration clandestine. Le ministre de l'Intérieur a fait savoir que l'Etat a arrêté une batterie de mesures pratiques pour regrouper ces réfugiés à travers l'installation de tentes dans les régions frontalières du pays et réunir les conditions de vie idoines, ajoutant que l'augmentation du nombre d'Africains en situation illégale sur le territoire algérien est due à la situation de leur pays d'origine notamment ceux du Sahel comme le Mali et le Niger. Les autorités algériennes luttent néanmoins contre l'immigration clandestine. 41 078 personnes ont été renvoyées vers leur pays d'origine entre 2009-2011 pour séjour illégal alors que le nombre des réfugiés rapatriés de janvier à juin 2012, est de 900 personnes de huit

nationalités africaines différentes. L'Algérie est en effet considérée non plus comme un pays de transit mais un pays de résidence en raison de l'amélioration de la situation économique du pays. Une commission nationale sectorielle au niveau du ministère de l'Intérieur sera d'ailleurs bientôt installée.

Elle sera composée de représentants d'instances et services concernés par la lutte contre ce phénomène avec pour mission principale la coordination. Son travail viendra en complément de celui fait par les commissions sectorielles instituées au niveau des cabinets de chaque wilaya concernée par la question et dont la mission consiste à élaborer des rapports périodiques sur l'immigration clandestine.

N. I.

MALADIES ORPHELINES

Les associations plaident pour un diagnostic précoce

Les membres de l'Association algérienne du syndrome de Williams et Boren ont tiré hier la sonnette d'alarme concernant la prise en charge incomplète et insuffisante des enfants atteints de maladies orphelines.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - Réunis hier, les membres de l'association, des psychologues et des médecins ont fait un énième bilan de la situation des personnes atteintes de maladies orphelines plus précisément du syndrome de Williams et Boren et de la maladie de Gaucher, classés comme pathologies rares.

Les présents ont soulevé le problème du diagnostic précoce, donc à la naissance, et qui pourrait cibler et faciliter la prise en charge des enfants atteints. «A la naissance, les

enfants ne sont pas dépistés ce qui complique leur prise en charge par la suite.

De ce fait et à partir de dix-huit mois, les premiers symptômes commencent à apparaître, comme le strabisme ou des problèmes cardiaques et ophtalmologiques concernant le syndrome de Williams et Boren» explique Mme Meddad Faiza présidente de l'Association algérienne du syndrome de Williams et Boren.

Pour sa part, Mme Samira Ferkache, psychologue, l'intervention en direction de ces maladies rares doit être inter-

sectorielle. «Ces enfants ont besoin d'une prise en charge ciblée et multisectorielle. Ce sont aussi des enfants sociables et pouvant être scolarisés pourvu qu'on leur donne cette chance.

Il faut aussi une préparation des enseignants et des établissements scolaires pour accueillir ces enfants» souligne Mme Fekrache. Les centres spécialisés accueillent aussi ces enfants aux besoins spécifiques.

Elle évoquera ainsi les maladies orphelines rares dont certaines ont pu être identifiées. Sur le terrain, c'est ainsi une mauvaise prise en charge qui est dénoncée par les associations. Ce sont ainsi ces dernières qui se chargent de trouver la prise en charge

adéquate pour les enfants, par le biais de psychologues et d'orthophonistes notamment.

Les présents appelleront ainsi à la création de structures spécialisées ainsi qu'à la formation continue de spécialistes, tels que les psychologues et les médecins.

La présidente de l'association soulignera aussi la nécessité de multiplier les classes intégrées, au niveau des établissements scolaires, en vue d'accueillir ces enfants aux besoins spécifiques.

Les spécialistes ont également mis l'accent sur la nécessité d'accélérer le processus d'amélioration des équipements de diagnostic des maladies orphelines ainsi que la disponibilité des médicaments.

F- Z. B.

PRISE EN CHARGE DES BESOINS DES CITOYENS

La société civile comme porte-parole

La prise en charge des besoins des citoyens passe par l'instauration d'un dialogue entre les élus locaux et la société civile. Telle est la conviction du réseau algérien de la fondation Euro-méditerranéenne, Anna Lindh, pour le dialogue entre les cultures. Pour y arriver, le réseau, à travers la mise en place du programme «Dawrak- citoyens pour le dialogue», tentera d'ouvrir les voies de communications entre les décideurs et les jeunes.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) - La société civile veut être une force de propositions en portant la voix des citoyens, en particulier celle des jeunes, auprès des décideurs. Dans l'objectif de mettre l'accent sur la participation des associations à la vie publique, un séminaire s'est tenu hier à Alger, sous le thème, «la participation des associations à la vie

publique en Algérie, bonne pratiques et regards croisés». Organisée en partenariat entre la fondation Anna Lindh et le chef de file associatif algérien d'étoile d'Akbou avec la participation du réseau NADA pour la défense des droits de l'enfant, cette rencontre, souligne le président du réseau NADA, intervient également dans le cadre de la sensibilisation des nouveaux élus locaux, notamment «à travers l'implication des jeunes dans la prise de décision». Les participants expliquent que le programme «DAWRAC- citoyens pour le dialogue», initié par la fondation Euro-méditerranéenne Anna Lindh, a été justement mis en place, dans le but de renforcer les capacités des leaders et des cadres des sociétés civiles. Le programme, expliquent ses initiateurs, est lancé «en réponse à ce qui se passe dans les pays arabes qui expérimentent des processus de transformation et de réformes démocratiques». Il vise à développer les capacités des organisations de la société civile et

des acteurs impliqués dans le dialogue interculturel, en leur fournissant les outils et les compétences pour le dialogue interculturel, la promotion et la participation citoyenne.

Durant 2012-2014, le programme sera élaboré au niveau national et régional en liant les organisations de la société civile avec les institutions officielles et les autorités locales, en collaboration avec les réseaux nationaux Anna Lindh de la société civile et les gouvernements nationaux concernés. «Le programme qui sera

mis en œuvre dans les pays arabes de l'union pour la méditerranée et dont au moins les trois quarts des bénéficiaires seront des jeunes et la moitié seront des femmes, tentera de consolider, au niveau régional, le renforcement des capacités, les partenariats entre les initiatives citoyennes, les associations et les institutions traitant des questions communes liées à des défis majeurs du dialogue interculturel et de la participation démocratique.» expliquent ses initiateurs.

S. A.

IL SE TIENDRA EN JANVIER PROCHAIN

Un séminaire sur l'immigration

Une rencontre sur l'immigration et la diversité sera organisée, à Alger, en janvier prochain par la société civile. Le but : lever le rideau sur la question de l'immigration et de l'intégration. Les participants établiront des recommandations qui seront transmises aux pouvoirs publics et qui seront également discutées lors du forum méditerranéen d'Anna Lindh 2013, sur l'immigration qui se tiendra en avril 2013 à Marseille, en France.

S. A.